



RAPPORT
SUR LES JOURNEES DE LA SOCIETE CIVILE
DU FORUM MONDIAL SUR LA MIGRATION ET LE
DEVELOPPEMENT

ATHENES,
3 NOVEMBRE 2009

Table ronde 1

Comment le lien migration – développement peut-il permettre de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)

Synthèse des sessions

1.1. L'intégration de la migration dans la planification du développement – acteurs clés, stratégies clés, actions clés.

1.2. L'engagement des diasporas et des migrants dans les politiques et les programmes de développement – Leur rôle ? Leurs contraintes?

1.3. Aborder les causes profondes des migrations à l'aide du développement, notamment à la lumière de la crise économique mondiale actuelle.

Table ronde 1. Bref résumé & recommandations d'actions clés :

Chaque session s'est déroulée sur la base de la conviction commune que la migration contribue au développement (bien qu'elle ne soit pas un substitut à une politique globale de développement), que les migrants doivent être considérés comme des participants actifs au développement et que la politique relative à la migration et la planification au développement doivent profiter non seulement aux migrants mais aussi aux pays d'origine et de destination. Les participants ont relevé que les inégalités et les disparités en matière d'avantages du développement qui caractérisent l'économie mondiale, ainsi que les conflits violents, qui sont la cause fondamentale des migrations, mais aussi que les contributions des migrants seulement ne pouvaient surmonter les problèmes structurels ou encore la pauvre gouvernance. Pour les participants, le strict respect des droits des migrants et des droits du travail sont essentiels pour le développement. Bon nombre des participants ont plaidé en faveur de la ratification et de l'application des conventions internationales relatives aux droits des migrants, dont les conventions de l'OIT, les conventions relatives aux droits fondamentaux de l'homme et, notamment, la Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

1. Mettre en place des actions plus affirmées, en coopération avec les organisations de société civile en vue de réglementer et de superviser les pratiques de recrutement et renforcer les lois applicables : plafonnement des redevances, paiement des droits de recrutement par les employeurs en tant que bonne pratique, mise en place de dispositifs de protection contre les dénonciations d'abus et mécanismes de communication des abus.
2. Concéder une « période de grâce » aux migrants qui ont perdu leur emploi en raison de la récession et leur permettre de rester dans le pays de destination, afin qu'ils puissent trouver un autre emploi. Permettre aux migrants retournant dans leur pays d'origine de le faire avec sécurité et dans la dignité.
3. Réduire les coûts de transaction de la migration : simplification des documents requis (les procédures de demandes d'admission prennent souvent beaucoup de temps et peuvent difficilement aboutir sans l'intervention d'un avocat), réduire les taxes et simplifier les procédures d'obtention de documents officiels, tels que passeports,

rendre l'information relative aux procédures de migration plus accessibles afin de réduire la dépendance des intermédiaires. Professionnaliser et superviser les pratiques consulaires en matière d'octroi de visas, réduire le caractère arbitraire de telles pratiques et les mauvaises pratiques comme le système des dessous-de-table.

4. Prendre des initiatives ambitieuses afin de lutter contre la désinformation sur les migrants et l'impact de la migration qui déchaîne l'opinion publique vis-à-vis des migrants.
5. Faire participer activement tous les ministères et les départements concernés par les questions de migration dans le cadre de débats politiques intergouvernementaux réguliers sur la migration et le développement (sur la formulation et l'application de politique) - y compris les ministres de la Santé, de l'Education, du Travail, de la Sécurité sociale et notamment l'assistance étrangère / de développement. La coordination doit également fonctionner de manière « verticale » au niveau national, Etat / province et municipal. Mettre en place des consultations régulières entre les organismes de coordination des gouvernements et des organisations de société civile (dont les organisations de la diaspora).
6. Etudier un système simplifié et transparent basé sur les demandes pour les admissions de main d'œuvre avec une protection forte pour les niveaux de salaire et les conditions de travail.
7. Mettre en place de codes de conduite pour le recrutement éthique qui ne limitent pas la liberté de mouvement et éliminent les pratiques discriminatoires au motif des origines nationales.
8. Inclure des protections concernant les travailleurs domestiques dans la loi nationale et coopérer avec les organisations de société civile pour superviser et promouvoir la conformité des lois.
9. Réduire les barrières permettant la création d'organisations de la diaspora, développer leurs moyens et inclure régulièrement les membres de la diaspora dans la planification et l'application du développement. Solliciter et tenir compte des voix des migrants, des associations de migrants et des membres de la diaspora sur des questions de déficits de gouvernance et d'obstacles en matière de développement.
10. Faire face au problème de la perte de ressources humaine dans le secteur de la santé en investissant dans ce secteur dans les pays d'origine, augmenter l'offre de personnel qualifié du secteur de la santé et renforcer le système de santé publique afin de pouvoir offrir de meilleurs salaires et conditions de travail à un nombre approprié de travailleurs du secteur de la santé.
11. Envoyer un message clair de la part du FMMD à la Conférence de Copenhague sur le changement climatique, à savoir que les menaces pour les migrants et les migrants potentiels ainsi que leurs intérêts doivent figurer tout en haut de l'agenda de la conférence.

Table ronde 2

L'intégration, la réintégration et la circulation des migrants pour promouvoir le développement

Synthèse des sessions

2.1. L'inclusion, la protection et l'acceptation des migrants dans la société – la relation entre les droits de l'homme et l'autonomisation des migrants pour le développement

2.2. La réintégration et la migration circulaire – efficace pour le développement?

Table ronde 2. Bref résumé & recommandations d'actions clés :

Les sessions ont abordé trois questions principales : les droits, la migration circulaire et la réintégration.

DROITS

Tous les travailleurs migrants ont le droit de jouir de droits fondamentaux du travail, y compris la non-discrimination (à savoir le même traitement, les mêmes conditions de travail et salaires que les travailleurs natifs équivalents). Cela contribue à la protection des droits et conditions de travail des travailleurs migrants et des travailleurs natifs. Ces droits sont consacrés par les conventions et traités des Nations Unies et de l'OIT.

1. Ces conventions devraient être ratifiées et appliquées et la société civile peut contribuer à superviser leur mise en application.
2. Nous aimerions souligner les recommandations ci-dessous en tant qu'ensemble de conditions pour les migrants temporaires et de long-terme.
 - Flexibilité des permis de séjour : changement de court-terme à long-terme.
 - Transférabilité d'un employeur à l'autre et liberté de mouvement.
 - Transférabilité des avantages (retraite et assurance, couverture santé, accumulation des prestations).
 - Transférabilité de la justice.
 - Lorsqu'une personne est au chômage, lui accorder une période de temps raisonnable pour la recherche d'un nouvel emploi.
 - Formation universelle et couverture santé pour tous.
3. Les gouvernements doivent comprendre que le coût d'une non-action peut être plus élevé que le coût de ces services.
4. Une attention particulière doit être accordée au statut particulièrement vulnérable des travailleurs domestiques.

MIGRATION CIRCULAIRE

Les programmes relatifs à la migration temporaire doivent envisager différemment la migration circulaire et le concept de migration circulaire doit être clarifié en terme politique. Dans tous les cas :

5. Les gouvernements doivent réformer les régimes des visas pour permettre les visas à multiples entrées et « tester » les programmes pour ceux qui pensent revenir dans leur pays.
6. Les employeurs devraient prendre en charge les coûts de recrutement; néanmoins la formation et le développement d'aptitudes ou l'enseignement de la langue sont des biens publics qui devraient être à la charge des gouvernements. Nous reconnaissons que ces biens sont susceptibles de ne pas être fournis dans leur totalité par les pays en développement.
7. Les programmes relatifs à la migration circulaire doivent durer assez longtemps pour permettre aux migrants d'accumuler des compétences et des épargnes.
8. Les programmes relatifs à la migration circulaire ne doivent pas séparer les familles pendant de longues périodes et permettre la transférabilité des bénéfices.

REINTEGRATION

9. Des accords bilatéraux / multilatéraux visant à la conception et à l'application de politiques de réintégration sont nécessaires.
10. Le rôle du gouvernement local et de la société civile doit être valorisé.

Table ronde 3

Cohérence politique et institutionnelle et partenariats

Synthèse des sessions

3.1. Cohérence politique et institutionnelle – Données et résultats de recherche les plus récents

3.2. Processus et Forums régionaux et interrégionaux

Table ronde 3. Bref résumé & recommandations d'actions clés :

Les tables rondes ont discuté sur la base des conclusions des documents de référence. Le défi consistant à comprendre la cohérence a été relevé comme étant un défi de taille : qui et qu'est ce qui doit être cohérent et dans quel objectif? La crise économique et financière a remis en cause certains concepts précédents de la cohérence; il convient d'envisager la question du rôle de l'Etat et la nécessité de protéger les migrants et leurs droits, plutôt que de se pencher sur la criminalisation des migrants.

Le développement doit être compris dans un sens élargi, en tant que développement humain, et prendre en considération les coûts et bénéfices sociaux, et ne pas être seulement axé sur la croissance économique. De même, pour que la cohérence politique puisse avoir un sens, il convient d'examiner toutes les formes de migration. A savoir la migration temporaire, permanente et illégale, ou encore la migration circulaire et de retour, mais aussi le besoin de protéger les réfugiés et les personnes déplacées.

Les tables rondes ont souligné la nécessité d'un cadre solide relatif aux droits basé sur les conventions internationales. Les droits des individus et des membres de leur famille ont été considérés comme un éventuel point de ralliement pour la société civile au niveau des forums locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Dans le même sens, il est nécessaire de faire tomber les cloisons entre migration et développement, mais aussi d'autres domaines pertinents comme le commerce. Le changement climatique doit davantage être pris en considération dans le contexte de la migration et du développement.

Il est nécessaire d'améliorer le stock de données disponibles, mais aussi d'inciter les décideurs politiques à utiliser les éléments d'information et de recherche disponibles. Les organisations de société civile doivent s'associer à la recherche, aux processus politiques et aux débats de façon plus participative et par le biais de consultations constructives. Cela est particulièrement pertinent pour les associations de migrants et organisations de la diaspora qui ont trouvé les moyens d'intervenir auprès des gouvernements de façon réaliste et dans le respect des principes. La nécessité d'une transparence concernant les données disponibles et la recherche est manifeste, ainsi que le partage des données disponibles.

Recommandations:

1. Le lien entre les profils migratoires et les stratégies visant à réduire la pauvreté pourrait servir d'outil afin de lier des définitions plus larges et d'identifier les besoins en matière de programmes et de coopération.

2. Les analyses concernant les fonds transférés et leur impact doivent être plus poussées. Ces analyses ne doivent pas seulement se limiter aux revenus, mais aussi prendre en considération les avantages et coûts pour les individus, les membres de leur famille et les communautés. Ici, comme pour les autres points de l'agenda de recherche, les méthodologies quantitatives et qualitatives devraient mutuellement se compléter pour permettre de comprendre aussi bien l'étendue que l'échelle et les processus.
3. Les domaines de recherche auxquels la priorité pourrait être accordée sont : le lien migration – développement et leur impact respectif sur les coûts sociaux et humains; les qualifications des travailleurs qualifiés; la recherche interdisciplinaire qui implique d'autres acteurs; les effets de la migration sur les enfants. Par ailleurs, l'attribution de financement de la part des gouvernements pour le contrôle de la migration par opposition aux domaines de développement de la migration, ainsi que l'impact du financement doivent faire l'objet de recherches plus approfondies. La nécessité de faire des recherches plus nuancées sur l'impact de la migration dans les pays de réception est manifeste. Il est par ailleurs nécessaire d'encourager le partage des conclusions des études avec les migrants eux-mêmes. Le recensement / études 2010 devraient inclure des questions spécifiques aux migrations et c'est une occasion qu'il ne faudrait pas manquer.
4. Etant donné que le secteur de la santé est important pour le développement et la migration, dans les pays d'origine et de destination, et que la communication d'informations de la part des organisations de la diaspora sont disponibles, on pourrait particulièrement axer notre attention sur ce secteur en tant que secteur pilote de recherche permettant de comprendre les liens entre la migration et les conséquences pour les sociétés; Les spécificités de la distinction entre la migration hautement qualifiée et peu qualifiée, la migration hautement rémunérée et faiblement rémunérée et la façon dont les qualifications sont utilisées (notamment la reconnaissance de qualifications, etc.) ainsi que la question de « déqualification ».
5. Un organisme de centralisation des informations permettant de partager les informations disponibles et les études a été considéré comme étant approprié. Il pourrait être créé dans un premier temps sur la base d'accords pilotes bilatéraux entre les pays.
6. L'importance du renforcement des capacités et de la formation, de préférence en coopération avec les fonctionnaires d'Etat et la société civile, sur des questions relatives aux droits de l'homme, à la diversité, à la compréhension de la migration et des priorités en matière de développement, a été notée. Les participants ont exprimé la volonté de développer des structures tripartites, telles qu'elles existent dans le cadre de l'OIT et des Nations unies afin de parvenir à des résultats; toutefois, ces structures doivent inclure les migrants et les associations de la diaspora. Ce modèle pourrait être utile et pourrait être lancé à tous les niveaux, local, national, régional et mondial. Il est nécessaire de renforcer les capacités au sein des organisations de la société civile, des migrants et de la diaspora afin de pouvoir participer à la formulation de politiques. La nécessité de développer des concepts liés à l'intégration des migrants de retour dans les pays d'origine a été soulevée.
7. Un investissement en temps, en ressources humaines et financières est nécessaire pour l'engagement de la société civile, ainsi que la recherche et la coopération gouvernementale pour parvenir aux améliorations requises dans l'intérêt de tous, pays d'origine, de transit et de destination, mais avant tout des migrants et des membres de leur famille.

Table ronde 4

Synthèse des sessions

4.1. Construire des alliances : collaboration avec d'autres acteurs

4.2. L'avenir du forum

Table ronde 4. Bref résumé & recommandations d'actions clés :

La première session de cette table ronde a été axée sur **la Construction d'Alliances : la collaboration avec d'autres acteurs de la société civile** et a conclu que le statu quo ne fonctionne pas. Les alliances entre les acteurs de la société civile, du monde des affaires et le gouvernement est nécessaire dans le but de :

1. Améliorer le cadre réglementaire
 - a. Nous disposons déjà d'un ensemble de traités et conventions de l'OIT (97, 143,181).
 - b. Les gouvernements sont appelés à les ratifier et à les mettre en application.
 - c. Une plus grande transparence et clarté sont nécessaires
 - i. Le besoin d'une information plus claire sur les traités et les conventions qui ont un impact sur la migration qui existe au niveau bilatéral, est manifeste.
 - ii. La société civile doit connaître ces accords pour pouvoir fournir des conseils appropriés aux travailleurs migrants.
 - iii. Les lois nationales et la réglementation en matière d'immigration doivent être facilement compréhensibles, le nombre de catégories doit être limité et les changements ne doivent être effectués que si nécessaire.
 - iv. Les procédures en matière d'immigration doivent être simples et le traitement rapide, cohérent et ne pas être onéreux.
2. Protéger les travailleurs migrants en
 - a. Garantissant à tous les travailleurs des droits de l'homme et du travail, indépendamment de leur statut migratoire.
 - b. Informant toutes les parties impliquées de leurs responsabilités.
 - c. Faisant appliquer les mêmes normes aux employeurs en vue de protéger les travailleurs (les migrants peuvent parfois exploiter d'autres migrants).
 - d. Etablissant une coopération entre la société civile et le gouvernement et en recherchant de données plus pertinentes (nombre de migrants, qui sont-ils?)
 - e. Fournissant des informations claires, cohérentes et fiables sur des questions revêtant une importance pour les migrants, dont les services de soin et les conseils juridiques.
 - i. Choisir le moyen le plus approprié selon le contexte et le niveau d'alphabétisation des migrants. Cela pourrait prendre la forme d'une brochure ou d'un dépliant facilement accessible et utilisable, une « charte des droits des migrants ».
 - ii. A titre d'exemple, à Los Angeles, les ONG, les fonctionnaires d'Etat compétents pour les questions de main-d'œuvre, les églises, les syndicats, les chambres régionales du commerce et les agents consulaires mexicains travaillent ensemble pour informer les travailleurs migrants sur leurs droits.

3. Améliorer l'image des migrants en assurant une communication d'informations sur les faits réels
 - a. Les migrants doivent être considérés comme des acteurs du monde du travail et des entrepreneurs qui forment une nouvelle économie, et non comme de simples travailleurs migrants.
 - b. Les entreprises doivent utiliser leur expertise en matière de marketing pour faire des études d'investissement concernant les travailleurs migrants et contribuer à améliorer la perception de l'opinion publique au sujet des immigrants.
 - c. Des études doivent être menées et publiées sur l'impact positif des immigrants pour une économie.
4. Partager les meilleures pratiques à travers tous les secteurs.
 - a. Un formulaire virtuel ou une plateforme doivent être créés pour échanger des vues sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.
 - b. Les entreprises et autres membres de la société civile doivent tenir des réunions régulières.

La seconde session qui s'est tenue en parallèle a examiné la question de **l'avenir du forum** et a estimé qu'elle s'articulait autour de quatre points clés.

- La société civile a sa propre mission, mais elle n'est pas déconnectée du forum du gouvernement.
- La société civile en appelle à une plus grande responsabilisation sur la base de recommandations du forum du gouvernement.
- La société civile examine sa propre responsabilité.
- Les journées de la société civile (JSC) du Forum mondial sont une occasion unique d'engager un dialogue au niveau mondial. Toutefois, elles doivent reposer sur des processus et des structures démocratiques et transparents afin d'avoir un plus grand impact, d'améliorer l'apprentissage et les objectifs.

A la lumière de ce qui précède, les recommandations suivantes ont été présentées :

1. Concernant la mission centrale des JSC :
 - a. La priorité des JSC devrait être axée sur l'influence des gouvernements.
 - b. Les JSC devraient travailler sur leur propres questions et apprendre mutuellement les unes des autres sur la base de notre propre agenda.
 - c. Elles doivent s'orienter sur la migration et le développement, tout en ayant une approche axée sur les droits de l'homme.
2. Comment mesurer l'impact des Journées de la société civile sur le FMMD ?
 - Mécanisme de suivi : un consensus a été atteint sur la nécessité d'un mécanisme de suivi transparent concernant l'impact des JSC sur le FMMD, le degré de formalité et les propositions de mécanismes étaient variées : d'un mécanisme plus formel et contraignant à un mécanisme plus informel de responsabilisation.
 - a. Au début des JSC, un rapport pour le compte du gouvernement doit au moins être présenté. La réciprocité en matière de rapports doit être encouragée.

- b. Une meilleure coordination doit être encouragée avec les processus existant – ex. processus de réexamen et de suivi des accords ratifiés de l'OIT et du Conseil des droits de l'homme.
 - c. L'évaluation des organisations de la diaspora doit être recherchée et une meilleure place doit leur être accordée par le biais de l'ensemble du processus.
- 3. Comment la société civile peut-elle assurer que les résultats et les recommandations pertinentes en matière de politique présentés seront sérieusement pris en compte par les gouvernements et exécutés ?
Les points suivants sont cruciaux néanmoins :
 - a. Des recommandations plus ciblées sont nécessaires : cela suppose que les sujets doivent être plus ciblés
 - b. La composition, la représentation et l'expertise dans les JSC sont cruciales
 - c. Les délégués des JSC doivent être informés à l'avance sur les participants au FMMD
 - d. Un résultat important des JSC est que les meilleures pratiques permettent de rendre les recommandations plus spécifiques et plus pratiques
 - e. Les délégués aux JSC ont une responsabilité formelle d'attirer un plus grand soutien de la société civile pour rassembler les vues d'un large éventail d'acteurs de la société civile.
- 4. Quels types de processus, structures et principes doivent être mis en place pour un FMMD/JSC plus réussi ?

En cours

- Le processus aboutissant aux JSC doit être continu, transparent et démocratique (voir les autres mécanismes institués des Nations unies).
- Les JSC devraient être informés par le biais de consultations préliminaires au niveau national et régional ou de consultations thématiques, qu'elles existent ou qu'elles aient été nouvellement créées. Les gouvernements doivent créer un espace pour ces consultations.
- Ces consultations devraient englober et refléter précisément les priorités de la société civile et contribuer à l'élaboration d'un agenda de la société civile au niveau mondial.
- Des réseaux nationaux et des alliances doivent être battis en étant axés sur les questions « sous une même bannière » (les processus de la SC aux Philippines avant le FMMD / JSC peut servir d'exemple).

Structure de la mémoire institutionnelle de la SC et direction du processus

- Un consensus a été atteint sur le fait que la continuité doit être assurée par une sorte d' « entité ou de structure » dirigée par la société civile. Différents modèles ont été débattus, comme l'extension du mandat de l'IAC, un groupe de pilotage intégré (IAC et fondations hôte), un consortium international d'acteurs de la société civile, une unité de liaison de la société civile accompagnée par un portail en ligne qui encourage l'échange et le dialogue et garantit une base de donnée de tous les acteurs impliqués.

Autres points

- a. Les JSC/FMMD doivent-il être des événements séparés ou non? Aucun consensus n'a été atteint, mais si une solution préférant le jumelage de ces événements est retenue, alors il est encouragé d'avoir la même installation et espace et une journée complète de dialogue entre les gouvernements et la SC.
- b. Un lien entre l'événement parallèle (PGA) doit être maintenu.

- c. Une composition équilibrée des participants des différents secteurs de la société civile doit être considérée, notamment une forte représentation des organisations des migrants.
- d. Aucune autre structure n'est encouragée – les JSC devraient donner de l'espace au réseautage et à l'apprentissage.

Athènes, le 5 novembre 2009
JSC Athènes 2009